

**COMMUNAUTE DE COMMUNES
MEDOC ATLANTIQUE**

REPUBLIQUE FRANCAISE

Siège :

9 rue du Maréchal d'Ornano
33780 SOULAC-SUR-MER

☎ 05.56.73.29.26

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS**

**SEANCE ORDINAIRE DU JEUDI 23 FÉVRIER 2023
D23022023/39**

PRESIDENT

Xavier PINTAT

ETAIENT PRESENTS :

Membres titulaires :

Patrick MEIFFREN, Florence LEGRAND, Jean-Marc SIGNORET, Laurent PEYRONDET, Yves BARREAU, Véronique CHAMBAUD, Jean-Pierre DUBERNET, Franck LAPORTE, Jean-Louis BRETON, Tony TRIJOULET, Jean-Luc PIQUEMAL, Catherine ROBINEAU, Frédéric QUILLET, Catherine GIANNORSI, Stéphane MARGALEF, Patrick BURAN, Pascale COLMET-MARZAT, Hervé CAZENAVE, Alexia BACQUEY, Adrien DEBEVER, Chantal PARISE, Dominique PATRAS, Marie-Hélène GIRAL, Jean-Marie REVAILLER, Evelyne MOULIN, Marie-Dominique DUBOURG, Jean-Marie BERTET, Liliane DUBOIS, Christine GRASS.

ETAIENT REPRESENTES :

Christian BOURA donne pouvoir à Patrick BURAN
Karine FORGERON donne pouvoir à Catherine GIANNORSI
Jean-Yves MAS donne pouvoir à Laurent PEYRONDET
Bernard LOMBRAIL donne pouvoir à Evelyne MOULIN
Jacques BIDLUN donne pouvoir à Christine GRASS

ETAIENT ABSENTS :

Thierry DESPREZ

ETAIENT ABSENTS EXCUSES :

Christian BOURNIGAL, Valérie DA COSTA OLIVERA,

Membres suppléants
remplaçant un membre
titulaire :

Membres suppléants

SECRETAIRE DE SEANCE :

Dominique PATRAS

**Objet : : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE : VENTE DE LOTS SUR LA ZAE LES BRUYERES
LOT 11 : SCI RIB TEC**

Rapporteur : Laurent PEYRONDET, 1^{er} Vice-Président.

Vote : UNANIMITE

VU les statuts de la Communauté de Communes Médoc Atlantique et, notamment la compétence Développement Economique,

VU la demande d'avis des Domaines en date du 22 mars 2022,

VU l'annulation de la délibération D10122020/138,

Considérant les réunions de la Commission Attractivité, Développement économique, Emploi du 25 janvier 2023 et du Bureau du 9 février 2023,

CONSIDERANT que Monsieur Pierre MOUNIC a confirmé par courrier son intérêt pour le lot n° 11 d'une superficie de 1 631 m² de l'extension de la Zone d'Activité Economique Les Bruyères à Hourtin, au prix de 30 €/m² net vendeur, pour un montant total de 48 930€, aux fins de construire un bâtiment destiné à accueillir l'entreprise RENOV BATEAU 33, spécialisée dans la pose et la réparation de pneumatiques de bateaux semi-rigides. Le bâtiment d'une superficie d'environ 550m², comprendra un espace de bureau, un atelier et une zone de stockage de matériaux.

Il est proposé d'autoriser le Président :

- À signer le compromis de vente et l'acte authentique de vente à intervenir avec la SCI RIB-TEC, pour le lot n° 11 d'une superficie de 1 631 m² de l'extension de la Zone d'Activité Economique Les Bruyères à Hourtin, au prix de 30 €/m² net vendeur, pour un montant total de 48 930€.
- De désigner l'étude de Maître Didier NICOLAS sise à PAUILLAC comme rédacteur de l'acte.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

- APRÈS en avoir pris connaissance,
- VU l'avis favorable du bureau communautaire du 9 février 2023, pour l'inscription de cette question à l'ordre du jour,
- OUI l'exposé du rapporteur,
- APRÈS en avoir délibéré,

DÉCIDE :

- De signer le compromis de vente et l'acte authentique de vente à intervenir avec la SCI RIB-TEC, pour le lot n° 11 d'une superficie de 1 631 m² de l'extension de la Zone d'Activité Economique Les Bruyères à Hourtin, au prix de 30 €/m² net vendeur, pour un montant total de 48 930€.
- De désigner l'étude de Maître Didier NICOLAS sise à PAUILLAC comme rédacteur de l'acte

Nombre de membres en exercice : 38

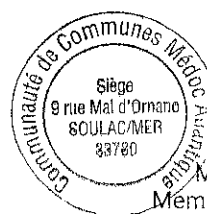
Nombre de membres présents : 30

Nombre de suffrages exprimés : 35

Vote : Pour : 35 Contre : 0 Abstention : 0

FAIT ET DELIBERE LES JOURS MOIS ET AN QUE DESSUS
ONT SIGNE AU REGISTRE LES MEMBRES PRESENTS
COPIE CERTIFIEE CONFORME

FAIT À SOULAC-SUR-MER, le 23 FÉVRIER 2023



LE PRÉSIDENT

Xavier PINTAT

Xavier PINTAT
Maire de Soulac-sur-Mer
Membre Honoraire du Parlement

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'État et sa publication.